

Marseille : des luttes d'intérêt général !

■ Marseille, les Bouches-du-Rhône viennent de vivre l'un des automnes les plus chauds de leur histoire. Mondialisation libérale, orientations gouvernementales, politique locale : la Ville de Marseille fait face à des transformations sociales et économiques qui provoquent des réactions.

Ce pourquoi nous nous sommes battus

Des conflits de longue durée, placés sous les auspices de l'unité syndicale tissée en 2003, ont mis la ville, le département sous les projecteurs nationaux :

- Nestlé : plus d'un an de mobilisations multiples ;
- Port autonome de Marseille : 14 jours de grève contre les privatisations rampantes, (seul port de France où l'outillage est resté public) ;
- Sncm : 17 jours en avril, 26 jours en automne contre la privatisation de l'entreprise nationale ;
- Rtm : 46 jours de grève contre le début de privatisation de la Régie des transports marseillais.

Cela n'a rien d'un palmarès. C'est un processus conscient, lucide, unitaire, mené démocratiquement au service d'un combat d'intérêt général : la défense du service public et de l'emploi.

La force de la Cgt dans ces entreprises est structurante :

- Pam : 48% des salariés sont syndiqués Cgt, toutes catégories confondues ;
- Rtm : 24% des salariés sont syndiqués Cgt, toutes catégories confondues ;
- Sncm : 24% des salariés sont syndiqués Cgt, toutes catégories confondues.

L'influence est de 55% à 90% aux élections professionnelles. C'est cette force-là, sa capacité à structurer un rapport de

Des conflits de longue durée, Sncm, Rtm, Nestlé, Port autonome, ont placé Marseille et les Bouches-du-Rhône sous les projecteurs nationaux. Processus conscient de luttes sur des questions d'intérêt général, rôle des salariés, des syndicats face au jusqu'au-boutisme du refus de négociations, la secrétaire générale de l'union départementale des Bouches-du-Rhône revient sur l'analyse de cette période, et sur les perspectives dynamiques qu'elle peut ouvrir.



Sncm : 17 jours en avril, 26 jours en automne contre la privatisation de l'entreprise nationale

contenu des orientations de la Cgt, plus particulièrement pour travailler l'idée de l'inefficacité d'un syndicalisme qui se sert de sa capacité structurante pour contester les choix auxquels nous sommes confrontés et proposer d'autres alternatives en rassemblant largement les salariés.

Or, c'est précisément ce syndicalisme-là qui ouvre des perspectives aux salariés dans leurs diversités de pouvoir intervenir et peser démocratiquement pour faire évoluer les choses..., à condition de pouvoir négocier. Et c'est ce droit fondamental qui nous est contesté de manière frontale comme cela été le cas dans les différents conflits : refus de discuter d'une autre alternative que celle qui était établie soit par l'Etat, soit par le président de la Cum, Monsieur Gaudin, numéro 2 de l'Ump. Cette stratégie a des limites, et malgré ce refus de négociation, d'aborder démocratiquement d'autres alternatives, du recours à la répression, de l'atteinte au droit de grève, il convient d'apprécier à son juste niveau ce que les actions menées ont fait bouger.

forces, qui est visée par les protagonistes de la stratégie « d'échec du syndicalisme contestataire ». De nombreux commentateurs considèrent que cette forme de syndicalisme a vécu et s'engouffrent dans le fait que du moment où l'objectif de départ n'est pas atteint, il s'agit d'un échec cinglant. Au passage, ils ont même contesté au secrétaire général de la Cgt de s'être engagé dans un conflit comme celui de la Sncm, qui est une entreprise nationale.

A l'approche du congrès confédéral, au travers de ces trois conflits et dans celui annoncé des cheminots, la stratégie a été la même, se servir des luttes en cours pour peser sur le

Des résultats à bien analyser

Au Port autonome : le processus de privatisation est suspendu. L'ancien directeur qui faisait de la guérilla anti-Cgt son sport favori, est remplacé ; des perspectives de dialogue social sont ouvertes, même si des inquiétudes demeurent.

A la Rtm : le plan d'entreprise prévoyant des suppressions d'emplois est suspendu. Même si tous les objectifs n'ont pas été atteints par la grève des traminots marseillais, ceux qui sortent les plus affaiblis ne sont pas ceux qu'on pourrait croire ! Le maire de Marseille et son équipe ont fait la démonstration de leur autoritarisme et de leur haine du monde du

travail quand il relève la tête : hier ceux de la Rtm, demain tous ceux du privé comme du public qui lutteront contre des décisions de recul social.

Nestlé : face à l'annonce de délocalisation et les différents épisodes de lutte, on discute aujourd'hui de 186 emplois industriels et un repreneur est désigné.

Le jusqu'au-boutisme du refus de négociation c'est pour tenter :

- de dévier le syndicalisme de sa mission de défense des intérêts des salariés ;
- de faire une démonstration d'inefficacité du syndicalisme dans cette démarche-là.



Rtm, une pratique du syndicalisme rassemblé, une démarche originale

Depuis 1995 (longue grève pour empêcher la mise en place d'un double statut), les syndicats de la Rtm présentent une liste commune intersyndicale aux élections du Ce - et pour les délégués du personnel, chacun y va sous sa bannière.

La Cgt a quasiment doublé le nombre de ses adhérents pendant la même période.

questions d'insécurité sociale, « le sécuritaire », la chasse à l'immigré, période d'état d'urgence, prolongée ensuite, tout pour activer le terreau des idées d'extrême droite et le désespoir.

Malgré cela et pour donner son véritable sens aux luttes, la parole revient toujours aux salariés, c'est notre conception de la conduite démocratique des luttes : ainsi les 62 traminots qui viennent de rejoindre la Cgt, illustrent l'état d'esprit de poursuite la lutte et valident une démarche syndicale dans laquelle ils se retrouvent. On démarre 2006 avec plus de syndiqués qu'en 2005. Perdus et abattus les traminots ? Non, lucides et déterminés.

Alors « gagné, perdu », cette façon tranchée de quantifier les acquis d'une grève est certainement à courte vue. Les choses sont plus complexes que cela. La dignité de se défendre et de réclamer des négociations fait partie des acquis non quantifiables dans un contexte où Medef, forces ultralibérales mettent le paquet pour museler toute réaction sociale. Le contexte national dans lequel se sont déroulées ces luttes mérite sans doute d'être rappelé : l'urgence sociale que la Cgt met en avant face à une stratégie gouvernementale pour tenter d'étouffer le social en faisant monter les

Solidarité financière

La solidarité qui s'est organisée dans toute la France en soutien à ces longues grèves se monte à plus de 320 000 euros.

Que toutes les organisations qui y ont contribué en soient ici remerciées.

Les messages accompagnant les versements sont autant de témoignages d'une vraie solidarité partagée.

Cultiver un rapport des forces global

Le rapport des forces de manière plus globale est un processus alimenté de plusieurs dynamiques.

Ainsi, ce qui compte vraiment pour notre confédération n'est pas de gérer chaque lutte dans sa dynamique propre en l'accompagnant du mieux qu'elle peut.

Ce qui est déterminant, c'est d'organiser en impulsant et en donnant du sens aux convergences afin que les dynamiques de chaque lutte puissent s'épauler pour élargir le rapport de forces de manière plus favorable et consciente.

Par exemple, dans l'automne que l'on vient de vivre, qui peut nier que le rapport de forces, créé sur la question du service public dans des conflits très médiatisés comme ceux que nous avons vécus dans les Bouches-du-Rhône, a eu un impact positif pour le conflit annoncé des cheminots qui démarrait juste après la manifestation nationale du 19 novembre sur les services publics ?

Ce qu'attendent les organisations Cgt quel que soit leur niveau, c'est l'organisation de ces convergences qui permet une plus grande efficacité. C'est cette confédération-là qui est attendue. Même dans une situation unitaire compliquée. Tout seul, ce n'est pas simple d'y arriver, surtout sur des enjeux de société. A ce stade, il convient de noter que grâce à une situation unitaire large dans les conflits, les unions départementales ont pu, à différentes reprises et à chaque étape, travailler à des convergences unitaires.

Alors, c'est compliqué car les enjeux revendicatifs sont multiples, les contenus diversifiés, et notre capacité d'implantation est insuffisante.

Nous cherchons à juste titre à adosser le redéploiement syndical de la Cgt à partir de nos forces existantes. Celles-ci sont relativement importantes notamment dans les services publics. Pourquoi ne gardons-nous pas la même conception sur le revendicatif avec les capacités que nous avons et une structuration non négligeable de la Cgt ?

La dimension Marseille

Un tiers du salariat marseillais se situe dans les services publics.

Dans une ville comme Marseille, les quartiers sont dans la ville et pas en banlieues.

Le quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, le poids du chômage y est plus important.

Marseille, à la croisée des chemins, basculera-t-elle vers le déclin avec une ville livrée aux affairistes ? Tel est l'enjeu.

Marseille n'a pas connu de projet d'Etat pendant cent ans. C'est le seul port qui n'a pas été aidé par l'Etat pendant des années, alors qu'il tient une place stratégique en Méditerranée.

Cela ne signifie pas que la Cgt doit avant tout s'occuper des salariés à statut ! Mais pourquoi ne pas s'appuyer sur cette force pour mieux parvenir au tous ensemble ? Pourtant syndicalisation et revendication vont de pair. Etre plus attractifs, donner envie et confiance aux salariés pour participer, c'est avant tout ouvrir des perspectives. Quand une nouvelle base s'organise dans le réseau de proximité que constituent les vingt-cinq unions locales de notre département, les salariés ont en général compris ce à quoi ils sont confrontés et n'attendent pas de la Cgt un descriptif de la situation ; par contre, ils attendent qu'on leur offre des perspectives pour se défendre et cherchent en nous d'être en confiance pour le faire. C'est de notre responsabilité et le congrès confédéral aura sans doute à clarifier.

Mireille Chessa

Secrétaire générale

Union départementale Cgt des Bouches-du-Rhône